

Lettre à la nation algérienne

(Suite de la page 7)

Les hommes ont eu alors l'intelligence d'ériger des sanctuaires pour la célébration des cultes religieux et de construire des édifices pour la gestion des affaires de la cité. Il est toujours heureux qu'il en soit ainsi car dans la connivence du religieux et du politique, il est à craindre que la religion a tout à perdre et rien à gagner, car sa mission essentielle est de spiritualiser et de moraliser le genre humain. Elle n'a pour vocation ni de transcender l'univers des hommes ni de le régenter par la rigueur des lois ou par la violence des armes.

Si je devais, dans un style axiomatique, définir l'islam, je dirais qu'il est «une religion, une morale et une sagesse».

En effet, sur les 6 236 versets qui le composent, le Coran consacre près de 400 versets à l'exhortation morale (individuelle et sociale) de signification et de portée universelles. Ils appellent les hommes — tous les hommes — aux meilleurs sentiments, à la bonté, à la générosité, au pardon, à la compassion, à l'empathie, à la propreté et à l'hygiène mentale et physique. Ils conviennent vivement à la solidarité, à l'entraide mutuelle, au bon voisinage et à la convivialité. Enfin, ces versets prescrivent impérativement une honnêteté rigoureuse dans la pratique commerciale.

C'est certainement parce que ce corpus de versets normalisés est le moins enseigné ou le moins observé, que les Algériens, si pieux et si pratiquants, par ailleurs, tendent de plus en plus à s'accoutumer à un contexte humain si moralement dégradé et déplaisant et à s'acclimater à un environnement physique si malpropre et si pollué et polluant.

Dans une Algérie mal gouvernée, pour ne pas dire pas gouvernée du tout, la mosquée, seule autorité écoutée et influente, aurait dû, en matière d'éducation civique, d'apaisement social et d'assainissement de l'environnement, suppléer puissamment à la défaillance flagrante des gouvernants. Malheureusement, pour des raisons, que même la raison religieuse ne saurait jamais comprendre, cela n'a pas été et n'est toujours pas le cas.

Despotisme colonial et libération nationale

Il appartient aux historiens de nous dire pourquoi et comment, à plusieurs reprises de son histoire, le peuple algérien s'est trouvé tragiquement projeté dans les tourmentes du phénomène colonial.

Quelle autre perspective d'évolution historique aurait-il prise, s'il n'avait pas, tant de fois, subi la domination coloniale, est une question qui relève d'une écriture utopique de l'histoire.

Outre les questions relatives à la nature et au rôle du colonialisme, je retiens que celui-ci, par les effets pervers qui tiennent à son caractère violent et prédateur, concourt toujours, malgré lui, à la réémergence de la conscience nationale des peuples qu'il opprime.

L'égoïsme exacerbé, l'obstination féroce et le bureaucratisme avilissant avec lesquels les colonialistes et leurs suppôts indigènes s'acharnaient à vouloir nier le fait national algérien, avaient rendu vaine et dérisoire toute autre forme de lutte de libération que le recours à l'action armée.

Le peuple algérien ne s'est affranchi du colonialisme que grâce à son esprit élevé d'abnégation, de fraternité agissante, de confiance mutuelle, de solidarité puissante et de courage admirable.

Je doute, quant à moi, que cet héroïsme libérateur collectif eût été possible, si les dirigeants et les élites de la nation n'avaient pas donné l'exemple du sacrifice, de la moralité, de la bonne conduite et de la foi en la cause, que tous défendaient dans une union remarquable.

Fidèle à ces valeurs, le peuple algérien a réussi à restaurer, dans une forme moderne, une souveraineté chèrement conquise.

Pourra-t-il ou saura-t-il la sauvegarder et la conforter ?

A considérer le désenchantement de l'été 1962 et ses conséquences, rien n'est moins sûr.

Le désenchantement d'un certain été 1962

L'espérance prodiguée par la proclamation du 1^{er} Novembre 1954 n'a eu d'égal mesure que l'extraordinaire explosion de liesse populaire d'un certain juillet 1962. Si l'espérance de Novembre 1954 avait positivement animé la lutte armée de libération, il faut convenir, hélas, que la liesse de Juillet 1962 avait produit une immense déception et un désenchantement, dont on a peu mesuré les incidences sur le cours des événements critiques qui ont marqué les premières décennies de l'indépendance du pays et qui, de nos jours encore, perpétuent le désarroi. Le peuple algérien s'apprêtait à réaliser ses rêves de fraternité, de justice et de démocratie, forgés dans une profonde et formidable communion collective.

Malheureusement, les conflits fratricides d'une brutalité inattendue engagés par les armes de guerre, pour la prise du pouvoir politique, avant même la proclamation officielle de l'indépendance nationale, eurent pour contre-coups néfastes d'anéantir définitivement tous les plus beaux rêves et toutes les grandes espérances conçus et cultivés tout au long de la lutte de Libération nationale. La guerre civile, qui aurait pu s'avérer très meurtrière, n'a été évitée que grâce au rejet déterminé de la violence, manifesté par le peuple, et à la sagesse de certaines personnalités politiques proches de la vision réfléchie du Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA) pour lesquelles le culte et les intérêts de la nation avaient primé la vanité et l'ambition des personnes.

En vérité, le peuple algérien doit énormément à ces hommes

éclairés, qui, sitôt sortis de la clandestinité imposée à eux par le despotisme colonial se sont retrouvés confinés dans une marginalisation imposée par le capitalisme local.

Il est regrettable de constater que l'histoire écrite par des scribes tendancieux rendent toujours hommage à ceux qui ont le moins de mérite, qu'à ceux qui en ont le plus.

Du désenchantement à la désérence nationale

Dans cinq ans à peine, l'Algérie aura achevé un demi-siècle d'indépendance et de souveraineté nationales rétablies.

Les Algériens, dans leur grande majorité, auront vécu, ce demi-siècle, dans le désenchantement engendré, au lendemain de l'indépendance, par les intrigues et les manœuvres répréhensibles de ceux parmi les chefs qui se sont emparés du pouvoir politique par l'usage de la violence armée.

Ce coup de force a, incontestablement, donné un coup de grâce à la ferveur populaire, à l'esprit révolutionnaire, aux valeurs nationales et entamé durablement et profondément le sentiment de confiance que le peuple nourrissait à l'endroit de ses dirigeants.

Plus grave encore, ce coup de force a déplorablement imprimé dans les faits et durablement ancré dans les mentalités l'adage le plus négatif et le plus nocif qui soit, qui veut que «la force prime le droit». Le pouvoir militaro-politique issu directement de ce coup de force porte en lui toutes les tares indélébiles de son immoralité originelle, de son impopularité et de son incapacité à discerner le bien du mal.

En effet, les personnes qui composent cette coterie sévissent, depuis 1962, avec les mêmes artifices, les mêmes mœurs, la même arrogance et le même mépris envers le peuple.

Il est vrai que dans leur infatuation démesurée et leur intelligence des relations humaines, ils ne peuvent jamais comprendre que mépriser un peuple, que par ailleurs, on se flatte de gouverner, revient à se mépriser soi-même.

Pour ces gouvernants, surgis subrepticement du chapeau d'un magicien, le peuple doit se diviser en deux catégories : celle des réfractaires à leur pouvoir, dont la place impartie est le mouvoir ou le cimetière, celle des serviles, dont les lieux de prédilection sont, tout à la fois, l'animalerie, le râtelier et le cirque.

A l'évidence, un pouvoir politique issu d'un coup de force militaire, soutenu par une malversation historique, motivé par une ambition infinie et une fascination morbide pour le lucre et les richesses, ne pouvait pas être promoteur de réels bienfaits pour la nation qu'il asservit.

En un peu moins d'un demi-siècle de règne arbitraire, il a donné la pleine mesure de sa nature, il s'est voué lui-même à une perversion abjecte, à un cynisme cruel et à une déchéance avilissante ; malheureusement dans sa chute, il a conduit la nation algérienne à la désérence et à la morosité.

Evoquer les errements et les méfaits infligés au peuple algérien par un pouvoir oligarchique,

renvoie nécessairement à l'impéritie des hommes, qui ont successivement incarné ce pouvoir et à l'impunité totale dont jouissent, jusqu'à nos jours, ceux qui ont notoirement ruiné l'Algérie.

En effet, sitôt auto-promus au rang de gouvernants, des hommes d'une inculture, d'une immoralité et d'une rapacité à nulle autre pareille au monde, se sont prestement arrogés des droits outranciers d'appropriation des biens matériels et immatériels du pays et de la nation. Ainsi, en moins d'un demi-siècle, d'une incurie inédite et de saccages éhontés, ces hommes ont complètement abîmé l'Algérie : ils ont dégradé la terre, jusqu'à en faire une grande laideur physique ; ils ont détérioré l'environnement, devenu un désastre écologique ; ils ont dangereusement provoqué la décomposition des liens traditionnels de solidarité et d'harmonie sociales, jusqu'à réduire la société à ne plus être qu'une insolite foultitude d'individus en désérence et en proie à un processus d'ensauvagement inquiétant. Près de cinq décennies écoulées, ces oligarques s'obstinent par stupidité à ignorer l'extraordinaire évolution de la pensée et de la pratique politique en œuvre dans le monde.

Captifs d'une bulle de fatuité et d'une voracité digestive, devenus séniles prématurément, ils n'ont pas vu le temps passer et leurs épigones, dégénérés par filiation et par culture, n'ont pas vu le temps venir.

Quel genre de sacrilège a-t-on jeté au peuple algérien, lui qui a démontré une longue histoire de résistance, pour qu'aujourd'hui, il exhibe au monde, qui l'observe et s'étonne, une image confuse d'un peuple soumis aux lubies d'une coterie de malfaisants ?

Il est vrai, et l'histoire générale des peuples nous l'indique, la morale, dont la vocation est d'inspirer la conscience des hommes, ne gouverne les nations qu'à de très rares périodes critiques de leur histoire.

Pour cette raison, les nations enclines à la sagesse et les pouvoirs politiques avisés tolèrent la morale civile, en tant que valeur sûre d'un contre-pouvoir en réserve de l'histoire. Le pouvoir algérien, dont l'immoralité et la déraison constituent l'essence, ne tolère que les «oppositions», qu'il improvise lui-même et qu'il façonne à sa propre image. Si, dans les temps proches, les capacités d'endurance du peuple s'avéraient aussi illimitées que les capacités de nuisance de ses gouvernants, alors, je crains, pour la nation algérienne, le pire des destins.

Les valeurs patriotiques altérées

- Comment se peut-il, qu'en moins d'un demi siècle, sommes-nous parvenus à perdre, à ce point, la mémoire et le sens des valeurs de fraternité, de patriotisme et de solidarité ?

- Ces valeurs n'avaient-elles pas donné au peuple algérien la puissance de vaincre l'adversité et la force de se perpétuer dignement à travers une longue histoire constamment éprouvée ?

- Où avons-nous trouvé les raisons démoniaques d'entre-

prendre cette œuvre systématique de déprédation des valeurs essentielles de civisme et de citoyenneté ?

- Pourquoi et comment l'élite algérienne a-t-elle si promptement et si aisément versé dans la culture du renoncement à sa mission, de la dénégation, de l'ambiguïté, de la confusion, de la dérision, de la complaisance, de l'inconstance, voire même de la compromission ?

- Pourquoi de tous les gouvernants des pays du monde connus, les gouvernants algériens sont-ils les plus cyniques, les plus arrogants et les moins soucieux du sort de leur peuple ?

- Pourquoi l'Algérie, un pays si peu prédestiné, de par ses valeurs traditionnelles, à subir les phénomènes généralisés de la corruption, est-elle devenue, en moins de cinq décennies, le pays où se pratiquent le plus et à tous les niveaux de la pyramide sociale, la concussion, la prévarication à grande amplitude, l'arnaque commerciale la plus répugnante et le mercantilisme le plus vil ?

- Pourquoi les Algériens — gouvernants et gouvernés — les premiers par démagogie, les seconds par fausse pudeur, et tous par lâcheté, feignent-ils d'ignorer que l'Algérie est devenue, peu à peu, l'un des pays au monde le plus insalubre et le moins fréquentable ?

Autant de questionnements lancinants auxquels il va falloir, un jour, que les Algériens s'intéressent sérieusement ; peut être, imagineront-ils, ce faisant, les solutions convenables, aptes à éradiquer les causes de tous ces maux qui affectent la nation algérienne.

En guise d'épilogue de cette première partie

Ce qui est advenu aux Algériens, est tout à fait singulier et consternant : en moins d'un demi-siècle, ils ont sérieusement déconstruit le sanctuaire des valeurs, que des générations d'anciens ont consacré des millénaires à construire. L'hécatombe réussie tient de l'hallucination : des valeurs fondamentales perverties, des symboles mutilés, une vacuité morale effarante, un martyrologe profané, l'héroïsme national décrié, les horizons historiques obstrués.

Le plus désolant en cela réside dans le fait étrange que tous les Algériens, les uns par lassitude, d'autres par fatalisme et certains par convenances égoïstes, semblent s'accommoder peu ou prou de cette déplorable annihilation des valeurs. D'aucuns, poussant l'absurdité d'un raisonnement désabusé, vont jusqu'à trouver à ce chaos une causalité obscure due à l'irréductibilité de l'égoïsme inhérent à la nature de l'homme. Se placer à ce niveau d'observation et d'analyse revient à préconiser la négation totale de l'humanité et de la morale sociale.

Autant donc légitimer la loi de la horde sauvage !

Quoi qu'il en soit, ce premier demi-siècle finissant caractérisé par une permissivité généralisée, préfigure un avenir peu amène pour le peuple algérien.

A. B.
(A suivre)

*Psychologue à Constantine